

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
(Articles 2044 et suivants du Code Civil)

Marché N°VM 201701-1 portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS)

ENTRE, D'UNE PART :

Le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole sis 82 Boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS représenté par Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, en sa qualité de Présidente, dûment habilitée à signer le présent accord par la délibération n°2019- 09 du Comité syndical en date du 12 décembre 2019. (Annexe 1)

Ci-après dénommée « *le Syndicat* »

ET D'AUTRE PART :

La société SMOVENGO, Société par Actions Simplifiée au capital de 6 312 000 euros, ayant son siège social 1 avenue du Général de Gaulle - 92074 PARIS la Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 830 888 640, représentée par son Directeur Général, M. Jacques GREIVELDINGER.

Ci-après dénommée « *la Société Smovengo* »

IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE CE QUI SUIIT :

1. —

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié, le 9 mai 2017, le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

2. —

Dans le cadre de ce marché, un délai contractuellement prévu était imparti à la Société Smovengo pour réaliser la mise en service des stations de vélos.

Plus précisément, le Programme Fonctionnel Définitif Clauses Administratives (ci-après PFDA) ainsi que le mémoire technique de la Société Smovengo engageaient la société à respecter les délais suivants :

- Au 1^{er} janvier 2018 : la mise en service du dispositif, c'est-à-dire son ouverture au public, avec *a minima* 50 % du nombre de stations prévues au forfait, soit 525 vélos-stations ;
- Au 1^{er} avril 2018 : la mise en service de l'ensemble des stations.

Par Ordre de Service n°3 du 29 juin 2017, il a été commandé 350 stations hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires.

3. —

Ce marché a fait l'objet de cinq avenants.

Par un avenant du 31 juillet 2017 (« Avenant n°1 au Marché n° VM201701-1 »), le groupement SMOOVENGO a été substitué par la société dédiée SMOVENGO, qui a repris l'ensemble des droits et obligations issus du Marché.

Par avenant du 20 septembre 2017 (« Avenant n°2 au Marché n°VM201701-1 »), le bordereau des prix unitaires a été complété, sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant du 21 décembre 2017 (« Avenant n°3 au Marché n°VM201701-1 »), des modifications statutaires du titulaire du marché ont été actées.

Par un avenant du 14 décembre 2018 (« Avenant n°4 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités financières de l'exécution du marché ont été précisées.

Par un avenant du 8 février 2019 (« Avenant n°5 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire global du prix du marché a été arrêté au vu du protocole transactionnel fixant son montant pour l'année 2018.

4. —

Avec l'avenant n°5 du 8 février 2019, au regard du service fait constaté en 2018, par un protocole transactionnel signé entre les parties le 1^{er} février 2019, le montant annuel du marché au titre du forfait, tel que détaillé dans l'annexe 2 du mémoire technique ("réponse financière - F. Prix proposé"), à payer par le Syndicat, fixé initialement à 31 880 000 euros hors taxes a été modifié pour l'année 2018 et fixé à 21 208 587,18 euros hors taxes et hors indexation.

Le montant forfaitaire annuel pour les autres années d'exécution du marché est demeuré inchangé et fixé à 31 880 000 euros hors taxes et hors révision de prix.

En conséquence, le montant global forfaitaire du marché fixé à l'article 4.2.1. de l'acte d'engagement, qui était initialement de 478 200 000 euros hors taxes et hors révision de prix, a été modifié pour tenir compte de la modification du montant annuel pour 2018 et a été fixé à 467 528 587,18 euros hors taxes et hors révision de prix soit une diminution de - 2,23 %.

5. —

Lors de l'exécution de ce marché sur l'année 2019, il a été constaté, d'une part, des retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au Bordereau de Prix Unitaires (ci-après BPU) avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et, d'autre part, des dysfonctionnements significatifs du système dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib'.

Ces retards et manquements ont été actés dans les procès-verbaux mensuels (Annexes 2) rédigés lors des opérations de vérifications des prestations du marché au 1^{er} février 2019 (PV n° 14) jusqu'à celui établi au 1^{er} décembre 2019 (PV n°24).

L'examen de la qualité de service a fait l'objet de procès-verbaux du Syndicat rédigés sur la base des procès-verbaux mensuels des critères de performance à compter d'avril 2019 (PV 2019-07) à novembre 2019 (PV 2019-13) (Annexes 3).

6. —

Etant donné les retards et, principalement, les difficultés d'exploitation du service liés aux dysfonctionnements constatés, le Syndicat n'a eu d'autres choix que d'appliquer des pénalités à la Société Smovengo, conformément à l'Annexe 1 au programme fonctionnel définitif – clauses administratives.

En effet, afin de sanctionner l'exécution partielle des prestations constatée et le non-respect des critères de performance et de qualité de service lors des opérations de vérifications, le Syndicat a notifié quatre décomptes provisoires de pénalités à la société Smovengo :

- Le décompte n°8 en date du 7 juin 2019 correspondant à la période allant du 1^{er} avril 2019 au 30 avril 2019, notifié le 7 juin 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4a) ;

- Le décompte n°9 en date du 20 juin 2019 correspondant à la période allant du 1er mai 2019 au 31 mai 2019, notifié le 5 juillet 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4b) ;
- Le décompte n°10 en date du 18 septembre 2019 correspondant à la période allant du 1er juin 2019 au 30 juin 2019, notifié le 23 septembre 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4c) ;
- Le décompte n°11 en date du 24 octobre 2019 correspondant à la période allant du 1er juillet 2019 au 31 août 2019, notifié le 25 octobre 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4d) ;

Rappelant notamment que les pénalités ne peuvent être appliquées qu'en cas d'aléas ou de retards ne relevant pas du titulaire du marché, la Société Smovengo a contesté les décomptes 10 et 11 d'acomptes de pénalités par un courrier en réclamation du 13 novembre 2019 (Annexe 5).

Par une lettre du 3 décembre 2019, le Syndicat n'a pas fait droit aux mémoires en réclamation susvisés (Annexe 6).

7. —

Afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant aux périodes allant du 1^{er} avril 2019 au 31 août 2019, le Syndicat a émis quatre titres exécutoires (Annexes 7).

8. —

Le 29 mars 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de mars 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 8).

Par lettre du 24 avril 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de mars 2019 à la somme de 1,8 Million d'euros HT (Annexe 9).

Le 29 avril 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois d'avril 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 10).

Par lettre du 16 mai 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois d'avril 2019 à la somme de 2.5 Millions d'euros HT. (Annexe 11).

Le 29 mai 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de mai 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 12).

Par lettre du 3 juin 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de mai 2019 à la somme de 2.5 Millions d'euros HT. (Annexe 13).

Le 1er juillet 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de juin 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 14).

Par lettre du 12 juillet 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de juin 2019 à la somme de 3 Millions d'euros HT (Annexe 15).

Le 29 juillet 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de juillet 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 16).

Par lettre du 2 août 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de juillet 2019 à la somme de 3 250 000 euros HT. (Annexe 17).

9. —

Sur la base des prestations exécutées, par courrier en date du 26 juin 2019, la Société Smovengo a déposé une réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019 (Annexe 18).

Par lettre du 8 juillet 2019, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019 au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché (Annexe 19).

Sur la base des prestations exécutées, par courrier en date du 29 juillet 2019, la Société Smovengo a déposé une réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019 (Annexe 20).

Par lettre du 9 octobre 2019, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019 au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché (Annexe 21).

Sur la base des prestations exécutées, par courrier en date du 2 octobre 2019, la Société Smovengo a déposé une réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019 (Annexe 22).

Par lettre du 9 octobre 2019, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019 au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché (Annexe 23).

10. —

Jugeant les pénalités susvisées contestables, la Société Smovengo a introduit un recours devant le Tribunal administratif de Paris. La requête contestant le titre de recettes par le comptable public, afférent au décompte de pénalités n°10, correspondant à la période du mois de juin 2019, a été enregistrée sous le numéro 1925283 par le Tribunal administratif de Paris (Annexe 24).

En ces circonstances, eu égard au litige d'ores et déjà caractérisé qu'a généré la succession des difficultés entre les parties, celles-ci entendent aujourd'hui, par leur volonté concordante, trouver une issue amiable à ce litige, fondant le présent accord.

La société Smovengo conserve, quant à elle, sa liberté d'action et de contestation aux fins d'indemnisation du préjudice subi par elle à l'occasion des dégradations et détériorations causées à ses installations et matériels et autres préjudices liés, à l'occasion des manifestations et attroupements au cours des week-ends à compter du 24 novembre 2018.

Compte tenu des prétentions sérieuses des parties, du souhait d'éviter des contentieux nécessairement longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir à un accord sur un différend né dans le cadre de l'exécution d'un marché public, les parties se sont rapprochées et sont convenues des modalités d'un règlement amiable, global et définitif du présent litige, sans aucune reconnaissance de la responsabilité réciproque.

11. —

Il s'agit pour les parties de parvenir à un accord concernant les montants dus au titre du forfait du marché et des stations commandées au bordereau des prix unitaires (BPU), ainsi que le montant des pénalités applicables à la Société Smovengo au titre des pénalités de retard dans la mise en service tel que prévu au marché et des pénalités liées aux critères de performance et à la qualité d'exécution du service pour l'année 2019.

Le présent contrat constitue une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil en ce qu'il règle le litige né entre les parties, de sorte que chacune des parties signataires renonce à toute instance ou action en paiement à l'encontre de l'autre au titre de l'exécution des prestations réalisées et de la situation d'enrichissement sans cause ou de droit à dommages et intérêts qui s'ensuivraient.

Les stipulations du présent protocole d'accord modifiant le montant total du marché, raison pour laquelle ces modifications contractuelles sont récapitulées dans un document annexé au présent protocole (et intitulé « *Avenant n°6* » (Annexe 25).

CECI EXPOSÉ, IL A DONC ETE ARRETE ET CONVENU DANS LES TERMES DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 2044 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} - Objet

L'objet du présent protocole transactionnel vise à mettre un terme définitif au différend, tel que défini en préambule, né dans le cadre de l'exécution du marché public conclu par le Syndicat Autolib' Velib' Métropole (ci-après Syndicat) avec la Société Smovengo relatif à la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service.

ARTICLE 2- Concessions réciproques

Afin de mettre un terme à leur différend résultant des conditions d'exécution du marché pour l'année 2019, les parties arrêtent les concessions réciproques et équilibrées qui suivent :

Le Syndicat ainsi que la Société Smovengo consentent mutuellement par le présent protocole à :

- Renoncer à toute instance et action réciproque en cours et ultérieure entre elles concernant l'objet du présent protocole ;
- Fixer le montant du forfait du marché public pour l'année 2019, tel que détaillé à l'annexe financière du mémoire technique, à payer par le Syndicat, à la somme de 30 593 060,06 euros hors taxes et hors indexation, soit 32 092 120 euros HT après indexation (indice révision 1,049), et d'ajuster en conséquence, par avenant, le montant global du marché à prix forfaitaire tel que fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement ; le montant du forfait restant inchangé pour les autres années d'exécution du marché à 31 880 000 euros hors taxes et hors indexation ;
- Fixer le montant à payer par le Syndicat au titre de la commande au bordereau des prix unitaires, par l'ordre de service n° 3 en date du 29 juin 2017, de 350 stations hors Paris et de 10 850 points d'accroches à la somme de 7 334 148,90 euros hors taxe et hors indexation, soit 7 693 522,20 euros HT après indexation (indice révision 1,049) ;
- Fixer le montant des pénalités appliquées en 2019 à la Société Smovengo, prévues à l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif Clauses administratives, tous motifs confondus, notamment au titre des dysfonctionnement constatés et des retards dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU pour les commandes émises jusqu'au 30 juin 2017, à la somme globale et forfaitaire de 4 000 000 euros hors taxes, tenant compte des opérations de vérifications effectuées et des procès-verbaux des critères de performance établis en 2019 ;
- Ajuster le montant global du marché public par voie d'avenant conclu par les parties en présence (Annexe 25).

ARTICLE 3 - Renoncement mutuel à toute instance

Au titre du présent protocole, chacune des deux parties s'engage à renoncer à former toutes instances et actions en paiement à l'encontre de l'autre partie au titre du montant du marché pour l'année 2019 pour la partie forfaitaire ainsi que pour les stations commandées au bordereau des prix unitaires et au titre des pénalités de retard, tous motifs confondus, appliquées à la Société Smovengo pour l'année 2019.

Moyennant la parfaite exécution du présent accord intervenu librement après négociation entre les parties, celles-ci renoncent à tous les droits et actions qu'elles pourraient tenir et s'engagent à n'exercer aucune action ou recours judiciaire par tous moyens et voies de droit ordinaires ou extraordinaires, pour les questions entrant dans le champ d'application du présent accord.

Par suite, la signature du présent protocole emporte le désistement d'instance et d'action réciproque, chacune des parties se déclarant remplie de ses droits et renonçant à tous droits, actions et prétentions concernant l'objet du présent protocole.

ARTICLE 4 - Le maintien des garanties

De façon expresse, les parties conviennent que les renonciations évoquées aux articles précédents ne sauraient inclure les éventuelles actions, instances ou autres réclamations relatives à l'application des garanties dues au titre des travaux de voirie et de l'exploitation du service Velib', au titre de la responsabilité contractuelle de la Société Smovengo du fait des livraisons ou prestations réalisées dans le cadre du marché public en cause.

La Société Smovengo reconnaît par la présente transaction que le Syndicat conserve néanmoins tous les droits et toutes les possibilités d'action qui pourraient naître postérieurement à la réception des prestations et notamment que le Syndicat est en droit de bénéficier des garanties sus-évoquées.

ARTICLE 5 – Caractère exécutoire du protocole

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par le Syndicat à la Société Smovengo, après accomplissement des formalités de transmission au contrôle de légalité.

ARTICLE 6 : Situation des entreprises

La Société Smovengo, signataire du présent accord, garantit que rien dans sa situation juridique ne lui interdit de conclure le présent protocole et qu'elle n'est pas en état de cessation de paiements ni l'objet de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

ARTICLE 7 – Consentement des parties

Les parties déclarent avoir fait une lecture attentive du présent protocole et s'engagent à exécuter de bonne foi la présente transaction établie conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil.

ARTICLE 8 – Autorité de la transaction

La présente transaction, en application des articles 2044 et suivants du Code civil et plus particulièrement de l'article 2052 du Code civil, fera obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

En signant le présent protocole, les parties ont en effet entendu mettre un terme définitif à tout différend né ou à naître relativement aux faits et à la situation sus-exposés. Les parties s'engagent à ne pas remettre en cause les accords intervenus aux présentes.

Les stipulations de la présente convention prévalent sur toutes stipulations du marché public N°VM 201701-1 portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service qui lui serait contraire.

En revanche, l'intégralité des stipulations contractuelles, qui ne sont pas directement remises en cause par les accords précités, reste inchangée et demeure en vigueur.

ARTICLE 9– Droit applicable et juridiction

Les Parties conviennent expressément que le présent protocole transactionnel est soumis au droit français.

Les Parties conviennent de s'efforcer de régler à l'amiable les différends qui pourraient survenir concernant l'exécution des présentes. Les éventuels différends, contestations ou litiges qu'elles ne pourraient régler à l'amiable concernant les présentes, leur interprétation, leur exécution ou leur résiliation, seront soumis à l'examen du tribunal administratif de Paris.

Fait à, le

Fait à, le

Pour le Syndicat
Sa Présidente

Pour la Société Smovengo
Son Directeur Général

En deux exemplaires originaux, dont un remis, après signature à chacune des parties.

Annexes :

1. **Annexe 1 :** Délibération n° 2019-09 du comité syndical du 12 décembre 2019
2. **Annexes 2 :** Procès-verbaux mensuels de vérification des prestations du marché
 - Annexe 2a : PV n°14 au 1^{er} février 2019
 - Annexe 2b : PV n°15 au 1^{er} mars 2019
 - Annexe 2c : PV n°16 au 1^{er} avril 2019
 - Annexe 2d : PV n°17 au 1^{er} mai 2019
 - Annexe 2e : PV n°18 au 1^{er} juin 2019
 - Annexe 2f : PV n°19 au 1^{er} juillet 2019
 - Annexe 2g : PV n°20 au 1^{er} août 2019
 - Annexe 2h : PV n°21 au 1^{er} septembre 2019
 - Annexe 2i : PV n°22 au 1^{er} octobre 2019
 - Annexe 2j : PV n°23 au 1^{er} novembre 2019
 - Annexe 2k : PV n°24 au 1^{er} décembre 2019
3. **Annexes 3 :** Procès-verbaux mensuels des critères de performance
 - Annexe 3a : PV n°7 pour les mois d'avril et mai 2019
 - Annexe 3b : PV n°9 pour le mois de juin 2019
 - Annexe 3c : PV n°10 pour le mois de juillet et août 2019
 - Annexe 3d : PV n°11 pour le mois de septembre 2019
 - Annexe 3e : PV n°12 pour le mois d'octobre 2019
 - Annexe 3f : PV n°13 pour le mois novembre 2019
4. **Annexes 4 :** Décomptes provisoires de pénalités
 - Annexe 4a : décompte de pénalités n°8
 - Annexe 4b : décompte de pénalités n°9
 - Annexe 4c : décompte de pénalités n°10
 - Annexe 4d : décompte de pénalités n°11
5. **Annexe 5 :** Courrier en réclamation-contestation des décomptes provisoires de pénalités 10 et 11.
6. **Annexe 6 :** lettre du Syndicat en réponse au courrier portant réclamation-contestation de Smovengo relatifs aux décomptes provisoires de pénalités 10 et 11.
7. **Annexes 7 :** 4 titres exécutoires correspondant aux périodes allant du 1^{er} avril 2019 au 31 août 2019.
 - Annexe 7 a : titre exécutoire avril 2019
 - Annexe 7 b : titre exécutoire mai 2019
 - Annexe 7 c : titre exécutoire juin 2019
 - Annexe 7 d : titre exécutoire juillet-août 2019
8. **Annexe 8 :** Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de mars 2019.
9. **Annexe 9 :** Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de mars 2019.

10. **Annexe 10** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois d'avril 2019.
11. **Annexe 11** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois d'avril 2019.
12. **Annexe 12** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de mai 2019.
13. **Annexe 13** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de mai 2019.
14. **Annexe 14** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de juin 2019.
15. **Annexe 15** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de juin 2019.
16. **Annexe 16** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de juillet 2019.
17. **Annexe 17** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de juillet 2019.
18. **Annexe 18** : Courrier de la Société Smovengo en date du 26 juin 2019 portant réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019.
19. **Annexe 19** : Réponse du Syndicat en date du 8 juillet 2019 confirmant sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019.
20. **Annexe 20** : Courrier de la Société Smovengo en date du 29 juillet 2019 portant réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019.
21. **Annexe 21** : Réponse du Syndicat en date du 9 octobre 2019 confirmant sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019.
22. **Annexe 22** : Courrier de la Société Smovengo en date du 2 octobre 2019 portant réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019.
23. **Annexe 23** : Réponse du Syndicat en date du 9 octobre 2019 confirmant sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019.
24. **Annexe 24** : Requête n°1925283 de la société Smovengo, en contestation du décompte des pénalités n°10, correspondant à la période du mois de juin 2019.
25. **Annexe 25** : Avenant 6 au marché public N°VM 201701-1 fixant le montant global du marché public.